

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille.
Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Pour l'année d'activité 2023, les services d'aide aux familles recevront une subvention supplémentaire de 0,0683 euros pour chaque kilomètre parcouru par le personnel soignant, le personnel logistique ou le travailleur de groupe-cible pour le service en utilisant une voiture privée en 2022.

À l'alinéa 1^{er}, on entend par nombre de kilomètres parcourus : le nombre de kilomètres notifié en 2023 par les services d'aide aux familles à l'administration conformément à l'article 60, § 3, alinéa 1^{er}, de l'annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juin 2019 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de soins résidentiels et d'associations d'intervenants de proximité et d'usagers.

La subvention calculée conformément à l'alinéa 1^{er} est octroyée aux services, conjointement avec le solde visé à l'article 66, alinéa 1^{er}, de l'annexe 2 à l'arrêté précité.

Art. 2. Dans l'article 55, alinéa 3, de l'annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juin 2019 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de soins résidentiels et d'associations d'intervenants de proximité et d'usagers, le pourcentage « 5% » est chaque fois remplacé par le pourcentage « 9% ».

Art. 3. Dans l'article 79, § 1^{er}, 1^o, et § 2, 1^o, de l'annexe 2 au même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 février 2022, le nombre « 1442 » est remplacé par le nombre « 1365 ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2023.

Art. 5. Le ministre flamand ayant les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/44352]

13 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant certaines modalités d'exécution du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 2004 fixant la procédure de reconnaissance des personnes morales et physiques pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les délais de transmission, aux instances d'avis, des rapports d'évaluation des conventions et contrats-programmes, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2004 fixant les types d'activités qui, en vertu des objectifs poursuivis, dérogent à l'obligation pour un opérateur de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres sur la durée de son contrat-programme, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2005 relatif au théâtre-action, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 fixant les conditions particulières d'obtention de bourses de composition pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 relatif aux rapports d'activité prévus par les articles 58 et 68 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 novembre 2016 portant exécution des articles 43, 45, 48, 50, 51/1, 63, 64, 65 et 68 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement de secteur professionnel des Arts de la scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 2017 portant exécution des articles 36, § 1^{er}, 40, alinéa 1^{er}, et 47, 2^o, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement de secteur professionnel des Arts de la scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant le délai de remise du rapport d'activité de la personne bénéficiaire d'une aide au projet, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2004 fixant les types d'activités qui, en vertu des objectifs poursuivis, dérogent à l'obligation pour un opérateur de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres sur la durée de son contrat-programme, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2017 désignant le Service général de l'Inspection comme service chargé des missions visées à l'article 74 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2017 fixant les modalités de suspension, modification et résiliation des aides aux projets et des contrats-programmes, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

Vu le « test-genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 mars 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2023 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation des Musiques, rendu le 24 avril 2023 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation des Arts vivants, rendu le 2 mai 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 8 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives*

Section 1^{ère}. — Rétablissement de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2004 fixant les types d'activités qui, en vertu des objectifs poursuivis, dérogent à l'obligation pour un opérateur de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres sur la durée de son contrat-programme, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2004 fixant les types d'activités qui, en vertu des objectifs poursuivis, dérogent à l'obligation pour un opérateur de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres sur la durée de son contrat-programme, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, abrogé par l'arrêté du 12 juillet 2017, est rétabli dans sa rédaction initiale moyennant la modification de son article 2 qui est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. En application de l'article 63, alinéa 2, du décret, il est dérogé à l'obligation de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres pour les opérateurs relevant :

1° de la catégorie des structures de services ;

2° ou du domaine du théâtre action. ».

Section 2. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2005 relatif au théâtre-action, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2005 relatif au théâtre-action, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, le 4^e alinéa est remplacé par ce qui suit :

« 4° l'instance d'avis : la Commission des Arts vivants ; ».

Le 5^e alinéa du même article est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration : le Service général de la Création artistique. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, l'article 4 est abrogé.

Art. 4. Dans le même arrêté, l'article 5 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Lors de l'établissement du rapport-type mentionné à l'article 38, § 2, du décret, l'Administration prend en considération la nature et les spécificités des missions telles que décrites à l'article 2. ».

Section 3. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 novembre 2016 portant exécution des articles 43, 45, 48, 50, 51/1, 63, 64, 65 et 68 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement de secteur professionnel des Arts de la scène

Art. 5. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 novembre 2016 portant exécution des articles 43, 45, 48, 50, 51/1, 63, 64, 65 et 68 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement de secteur professionnel des Arts de la scène est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 37 à 39 et 41 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement de secteur professionnel des Arts de la scène. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, l'article 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Les services du Gouvernement chargés de l'application des articles 37 à 39 et 41 sont ceux du Service général de la Création artistique. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, l'article 2 est abrogé.

Section 4. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2017 désignant le Service général de l'Inspection comme service chargé des missions visées à l'article 74 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

Art. 8. Dans l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2017 désignant le Service général de l'Inspection comme service chargé des missions visées à l'article 74 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, les mots « à l'article 2, 1^o, et à l'article 30 » sont remplacés par les mots « à l'article 38, § 6, ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Conformément aux articles 74 et 68 du décret, l'Inspection :

1^o exerce les missions d'appui visées à l'article 74, 2^o, du décret ;

2^o remet un avis sur le rapport d'auto-évaluation mentionné à l'article 68, § 2.

Les rapports et avis établis en application de l'alinéa 1^{er} sont transmis au Service général qui se charge, le cas échéant, de les transmettre au Ministre, au bénéficiaire ou à la Commission d'avis.

La décision visée à l'article 68, § 3, du décret est prise par le Ministre. ».

Art. 10. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « d'un contrat de création, d'un contrat de services, d'un contrat de diffusion ou » sont insérés entre les mots « l'opérateur bénéficiant » et les mots « d'un contrat-programme ».

Art. 11. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots « du contrat de création, du contrat de services, du contrat de diffusion ou » sont insérés entre les mots « la durée » et les mots « du contrat-programme ».

Dans le 3^o du même alinéa, les mots « visée à l'article 35, 3^o, du décret » sont remplacés par les mots « prévue par son contrat ».

Dans le même article, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, le Ministre peut, en cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées par l'opérateur, autoriser un plan d'assainissement de quatre ans maximum excédant le terme du contrat en cours, sous réserve du renouvellement du contrat de création, du contrat de services, du contrat de diffusion ou du contrat-programme concerné. ».

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré à la suite de l'article 8 un chapitre *4bis* intitulé « L'accompagnement spécifique prévu à l'article 76/9 du décret » et contenant un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. L'Inspection est chargée de l'accompagnement spécifique prévu à l'article 76/9 du décret.

La décision visée à l'article 76/9, alinéa 3, du décret est prise par le Ministre.

La dérogation visée à l'article 76/2, § 1^{er}, alinéa 4, 2^o, du décret est accordée par le Ministre. ».

Section 5. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2017 fixant les modalités de suspension, modification et résiliation des aides aux projets et des contrats-programmes, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène

Art. 13. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2017 fixant les modalités de suspension, modification et résiliation des aides aux projets et des contrats-programmes, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o instance d'avis : la Commission des Arts vivants ou la Commission des Musiques, selon les cas ; ».

Dans le même article, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o opérateur : la personne morale reconnue en vertu de l'article 38, § 6, du décret ; ».

Dans le 4^o du même article, le mot « créativité » est remplacé par les mots « création artistique ».

Art. 14. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « d'aide au projet » sont remplacés par les mots « de contrat de création, de contrat de services, de contrat de diffusion ».

L'alinéa 3 du même article est remplacé par ce qui suit :

« Dès la décision d'interruption, la procédure de suspension du contrat de création, du contrat de services, du contrat de diffusion ou du contrat-programme prévue à l'article 10 est engagée. ».

Dans l'alinéa 4 du même article, les mots « l'aide au projet » sont remplacés par les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou ».

Art. 15. Dans l'article 3, alinéa 2, 1^o, du même arrêté, les mots "et le dernier rapport d'activité annuel visé à l'article 51/1, § 1^{er}, du décret" sont supprimés.

Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "à l'analyse du rapport d'activité annuel prévu par l'article 51/1, § 1^{er}, du décret," sont supprimés ;

2^o les mots "le rapport d'activité annuel de l'opérateur accompagné du rapport et de" sont remplacés par les mots "le rapport et".

Dans le § 2, alinéa 2, 2^o, du même article, les mots "le rapport d'activité annuel visé à l'article 51/1, § 1^{er}, du décret et" sont supprimés.

Art. 16. Dans l'intitulé du chapitre 3 du même arrêté, les mots « du contrat de création, du contrat de services, du contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « résiliation » et les mots « du contrat-programme ».

Art. 17. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « résilier » et les mots « le contrat-programme ».

Art. 18. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du contrat de création, du contrat de services, du contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « modification » et les mots « du contrat-programme ».

Art. 19. Dans l'article 10, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « l'article 68, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « l'article 39 ».

Dans le § 3, alinéa 1^{er}, du même article, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « immédiat » et les mots « le contrat-programme ».

Dans l'alinéa 2, 2^o, du même paragraphe, les mots « l'article 68, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « l'article 39 ».

Art. 20. Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit : « ou de quarante-cinq jours selon que la procédure concerne un contrat de cinq ans ou de trois ans ».

Art. 21. Dans l'article 12 du même arrêté, les mots « au contrat de création, au contrat de services, au contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « avenant » et les mots « au contrat-programme ».

Art. 22. Dans l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « non » et les mots « le contrat-programme ».

Dans le 3^o du même alinéa, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « non » et les mots « le contrat-programme ».

Dans le § 2, alinéa 3, du même article, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « résilier » et les mots « le contrat-programme ».

Art. 23. Dans l'article 14, § 1^{er}, 1^o, du même arrêté, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « modifier » et les mots « le contrat-programme ».

Dans le § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du même article, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « non » et les mots « le contrat-programme ».

Dans le 3^o du même alinéa, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « non » et les mots « le contrat-programme ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 2004 fixant la procédure de reconnaissance des personnes morales et physiques pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène est abrogé.

Art. 25. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les délais de transmission, aux instances d'avis, des rapports d'évaluation des conventions et contrats-programmes, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène est abrogé.

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 fixant les conditions particulières d'obtention de bourses de composition pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène est abrogé.

Art. 27. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 relatif aux rapports d'activité prévus par les articles 58 et 68 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène est abrogé.

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 2017 portant exécution des articles 36, § 1^{er}, 40, alinéa 1^{er}, et 47, 2^o, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement de secteur professionnel des Arts de la scène est abrogé.

Art. 29. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant le délai de remise du rapport d'activité de la personne bénéficiaire d'une aide au projet, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 30. Les articles 10, 11 et 14 à 23 entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Art. 31. Le Ministre qui a les arts de la scène dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 13 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/44352]

13 JULI 2023. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige uitvoeringsmodaliteiten van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet betreffende de institutionele hervorming van 8 augustus 1980, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 2004 tot vaststelling van de procedure tot erkenning van rechts- en natuurlijke personen genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 tot vaststelling van de termijnen binnen dewelke de evaluatieverslagen van de overeenkomsten en programmacontracten aan de adviesinstanties moeten worden overhandigd, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2004 tot vastlegging van de soorten activiteiten die, met het oog op de nagestreefde doelstellingen, afwijken van de verplichting voor een operateur om minstens 12,5 % van de eigen inkomsten te boeken tijdens de duur van zijn programmacontract, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2005 betreffende het actietheater, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor het bekomen van beurzen voor de compositie, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2008 betreffende het activiteitenverslag bedoeld bij de artikelen 58 en 68 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 november 2016 tot uitvoering van de artikelen 43, 45, 48, 50, 51/1, 63, 64, 65 en 68 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 2017 tot uitvoering van de artikelen 36, § 1, 40, eerste lid, en 47, 2°, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2017 tot vaststelling van de termijnen binnen dewelke het activiteitenverslag van de personen die gerichte steun krijgen, moet worden overhandigd met toepassing van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2017 tot opheffing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2004 tot vastlegging van de soorten activiteiten die, met het oog op de nagestreefde doelstellingen, afwijken van de verplichting voor een operateur om minstens 12,5 % van de eigen inkomsten te boeken tijdens de duur van zijn programmacontract, genomen met toepassing van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2017 waarbij de Algemene inspectiedienst belast wordt met de opdrachten bedoeld bij artikel 74 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van steun voor projecten of programmaovereenkomsten, genomen ter uitvoering van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op de "gendertest" uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 9 maart 2023;

Gelet op de akkoordlewing van de minister van Begroting, op 16 maart 2023;

Gelet op het advies van de Chambre de concertation des Musiques van 24 april 2023;

Gelet op het advies van de Chambre de concertation des Arts vivants van 2 mei 2023;

Gelet op de vraag om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 8 juni 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Herinvoering van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2004 tot vastlegging van de soorten activiteiten die, met het oog op de nagestreefde doelstellingen, afwijken van de verplichting voor een operateur om minstens 12,5 % van de eigen inkomsten te boeken tijdens de duur van zijn programmacontract, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2004 tot vastlegging van de soorten activiteiten die, met het oog op de nagestreefde doelstellingen, afwijken van de verplichting voor een operateur om minstens 12,5 % van de eigen inkomsten te boeken tijdens de duur van zijn programmacontract, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, opgeheven bij het besluit van 12 juli 2017, wordt opnieuw ingevoerd in zijn oorspronkelijke bewoording onder voorbehoud van de wijziging van artikel 2, dat als volgt komt te luiden:

"Art. 2 Met toepassing van artikel 63, lid 2, van het decreet wordt van de verplichting om ten minste 12,5% van hun eigen inkomsten te genereren afgeweken voor operatoren die vallen onder:

1° de categorie dienstenstructuren;

2° of onder het gebied van het actietheater".

Afdeling 2. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2005 betreffende het actietheater, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2005 betreffende het actietheater, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt het lid 4e vervangen door hetgeen volgt:

“4° het adviesorgaan: de Commissie voor levende kunsten;”.

Lid 5 van hetzelfde artikel wordt vervangen door:

“De administratie: de Algemene Dienst voor Artistieke Creatie”.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt artikel 5 vervangen door de volgende tekst:

“Art. 5 Bij het opstellen van het typeverslag bedoeld in artikel 38, § 2, van het decreet houdt de Administratie rekening met de aard en de specifieke kenmerken van de opdrachten zoals beschreven in artikel 2.”.

Afdeling 3. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 november 2016 tot uitvoering van de artikelen 43, 45, 48, 50, 51/1, 63, 64, 65 en 68 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector

Art. 5. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 november 2016 tot uitvoering van de artikelen 43, 45, 48, 50, 51/1, 63, 64, 65 en 68 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 37 tot 39 en 41 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector.”.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt artikel 1 vervangen door de volgende tekst:

“Artikel 1. De regeringsdiensten die belast zijn met de toepassing van de artikelen 37 tot 39 en 41 zijn die van de “Service général de la Création artistique”.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt artikel 2 opgeheven.

Afdeling 4. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2017 tot aanwijzing van de Algemene Inspectiedienst als de dienst belast met de taken bedoeld in artikel 74 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector

Art. 8. In artikel 1, 4°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2017 tot aanwijzing van de Algemene Inspectiedienst als de dienst belast met de taken bedoeld in artikel 74 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de professionele Podiumkunstensector, worden de woorden “in artikel 2, 1°, en in artikel 30” vervangen door de woorden “in artikel 38, § 6,”.

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt artikel 4 vervangen door de volgende tekst:

“Art. 4 Overeenkomstig de artikelen 74 en 68 van het decreet wordt de inspectie belast met:

1° het uitvoeren van de ondersteuningsopdrachten bedoeld in artikel 74, 2°, van het decreet;

2° het uitbrengen van advies over het verslag van zelfevaluatie bedoeld in artikel 68, § 2.

De verslagen en adviezen opgesteld met toepassing van lid 1 worden overgezonden naar de Algemene Dienst, die, zo nodig, voor het doorsturen ervan zorgt aan de Minister, de begunstigde of de Adviescommissie.

De beslissing bedoeld in artikel 68, § 3, van het decreet wordt genomen door de minister.”.

Art. 10. In artikel 5, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden “een creatieovereenkomst, een dienstenovereenkomst, een uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen de woorden “de operator die ” en de woorden “een programmaovereenkomst geniet”.

Art. 11. In artikel 6, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden “van de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen de woorden “de duur ” en de woorden “ de programmaovereenkomst ”.

In punt 3° van hetzelfde lid worden de woorden “bedoeld in artikel 35, 3°, van het decreet” vervangen door de woorden “bepaald in zijn overeenkomst”.

In hetzelfde artikel wordt lid 3 vervangen door de volgende tekst:

“In afwijking van het eerste lid, 1° en 2°, kan de minister, in geval van uitzonderlijke omstandigheden die door de operator naar behoren met redenen worden omkleed, een saneringsplan toestaan met een maximale duur van vier jaar na het verstrijken van de looptijd van de lopende overeenkomst, onder voorbehoud van de vernieuwing van de bedoelde creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of de programmaovereenkomst.”.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt na artikel 8 een hoofdstuk 4bis ingevoegd, met als opschrift “De specifieke begeleiding bedoeld in artikel 76/9 van het decreet”, dat een artikel 8/1 bevat, luidend als volgt:

“Art. 8/1. De Inspectie is belast met de specifieke begeleiding bedoeld in artikel 76/9 van het decreet.

De beslissing bedoeld in artikel 76/9, derde lid, van het decreet wordt genomen door de minister.

De afwijking bedoeld in artikel 76/2, § 1, vierde lid, 2°, van het decreet wordt verleend door de minister.”.

Afdeling 5. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van steun voor projecten of programmaovereenkomsten genomen ter uitvoering van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

Art. 13. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 oktober 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van steun voor projecten of programmaovereenkomsten genomen ter uitvoering van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt punt 2° vervangen door hetgeen volgt:

“2° adviesorgaan: de Commissie voor de Podiumkunsten of de Commissie voor Muziek, naargelang het geval;”.

In hetzelfde artikel wordt punt 3° vervangen door:

“3° operator: de krachtens artikel 38, § 6, van het decreet erkende rechtspersoon;”.

In 4° van hetzelfde artikel wordt het woord “creativiteit” vervangen door “artistieke creatie”.

Art. 14. In artikel 2, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “projectsteun” vervangen door de woorden “creatieovereenkomst, dienstenovereenkomst, omroepovereenkomst”.

Lid 3 van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende tekst:

“Zodra de beslissing tot opschorting is genomen, wordt de in artikel 10 bedoelde procedure voor opschorting van de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of de programmaovereenkomst ingeleid.”.

In lid 4 van hetzelfde artikel worden de woorden “projectsteun” vervangen door de woorden “de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of”.

Art. 15. In artikel 3, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden “en het meest recente jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 51/1, § 1, van het decreet” geschrapt.

De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 4, § 1, lid 1:

1° de woorden “bij de analyse van het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 51/1, § 1, van het decreet,” worden geschrapt;

2° de woorden “het jaarlijks activiteitenverslag van de operator, samen met het verslag en” worden vervangen door de woorden “het verslag en”.

In § 2, tweede lid, 2°, van hetzelfde artikel worden de woorden “het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 51/1, § 1, van het decreet en” geschrapt.

Art. 16. In het opschrift van hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “beëindiging” en de woorden “van de programmaovereenkomst”.

Art. 17. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “beëindiging” en de woorden “van de programmaovereenkomst”.

Art. 18. In artikel 9, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “van de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “wijziging” en de woorden “van de programmaovereenkomst”.

Art. 19. In artikel 10, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden “artikel 68, § 1,” vervangen door de woorden “artikel 39”.

In § 3, lid 1 van hetzelfde artikel worden de woorden “van de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “onmiddellijk” en de woorden “van de programmaovereenkomst”.

In het tweede lid, 2°, van dezelfde paragraaf worden de woorden “artikel 68, § 1” vervangen door de woorden “artikel 39”.

Art. 20. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aan lid 1 het volgende toegevoegd: “of vijfenveertig dagen naargelang de procedure betrekking heeft op een overeenkomst van vijf of drie jaar”.

Art. 21. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden “bij de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “bijvoegsel” en de woorden “bij de programmaovereenkomst”.

Art. 22. In artikel 13, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden “de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “niet” en de woorden “de programmaovereenkomst”.

In 3° van hetzelfde lid worden de woorden “de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “niet” en de woorden “de programmaovereenkomst”.

In § 2, lid 3, van hetzelfde artikel worden de woorden “de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “opzegging” en de woorden “van de programmaovereenkomst”.

Art. 23. In artikel 14, § 1, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden “de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “wijziging” en de woorden van “de programmaovereenkomst”.

In § 3, eerste lid, 2°, van hetzelfde artikel worden de woorden de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “niet” en de woorden “de programmaovereenkomst”.

In 3° van hetzelfde lid worden de woorden “de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de uitzendingsovereenkomst of” ingevoegd tussen het woord “niet” en de woorden “de programmaovereenkomst”.

HOOFDSTUK 2. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 2004 tot vaststelling van de procedure tot erkenning van rechts- en natuurlijke personen genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 tot vaststelling van de termijnen binnen dewelke de evaluatieverslagen van de overeenkomsten en programmacontracten aan de adviesinstanties moeten worden overhandigd, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

Art. 26. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor het bekomen van beurzen voor de compositie, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

Art. 27. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2008 betreffende het activiteitenverslag bedoeld bij de artikelen 58 en 68 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt opgeheven.

Art. 28. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 2017 tot uitvoering van de artikelen 36, § 1, 40, eerste lid, en 47, 2°, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt opgeheven.

Art. 29. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2017 tot vaststelling van de termijnen binnen dewelke het activiteitenverslag van de personen die gerichte steun krijgen, moet worden overhandigd met toepassing van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 30. De artikelen 10, 11 en 14 tot en met 23 treden in werking op 1 januari 2024.

Art. 31. De minister bevoegd voor de podiumkunsten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 2023.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JÉHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206518]

7 JUIN 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement

Le Ministre de l'Énergie,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 34, § 1^{er}, 1°, et 34 bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 32 § 1^{er}, 1°, et 33, § 1^{er}, 1°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 22bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 23bis;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes du 2 juin 2023;

Vu l'avis 73.438/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la CWaPE du 17 février 2023,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement, les mots " le gestionnaire de réseau de distribution, dans les quinze jours qui suivent, tente de contacter par tous les moyens, et notamment par téléphone, le nouvel occupant et s'enquiert de la situation du client en vue régulariser la situation. En cas d'échec de ces démarches, » sont ajoutés entre les mots « dans le marché de l'électricité, » et les mots « le gestionnaire de réseau de distribution ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le gestionnaire de réseau de distribution soumet au client concerné, notamment lors de sa visite sur place, un formulaire de régularisation. Le formulaire précise au client qu'il doit être renvoyé dûment complété au gestionnaire de réseau de distribution dans un délai de sept jours calendriers. »;

2° Une phrase est insérée entre l'alinéa 1^{er} et le 1°, afin de faire un alinéa 2, rédigée comme suit : « Ce formulaire comprend les options suivantes : »;